



Financement

Avec 180 milliards FCFA, le Togo trace sa voie vers un leadership agricole régional

Le Togo vient d'amorcer une nouvelle ère pour son agriculture. Le soutien de la Banque mondiale, par l'octroi d'un financement de 180 milliards FCFA, marque une étape décisive dans la concrétisation du Programme de modernisation de l'agriculture au Togo (Promat). Ce financement a été annoncé lors ...



PAGE 5

GOVERNANCE



Togo

Curieuse focalisation des manifestations sur la conférence Manssah

Il y a quelques jours, la tension est montée au Togo. Des appels à manifester contre le pouvoir de Lomé, et à exiger la démission du président du Conseil Faure Gnassingbé, ont été lancés. Alors que d'autres actions sont en planification et que des partis de l'opposition et des organisations ...

PAGE 4

ENERGIE



Sun King électrifie le Togo

Une révolution solaire en marche avec deux innovants générateurs solaires

Dans un pays où le soleil est une promesse quotidienne, le Togo voit cette lumière naturelle se transformer, en énergie propre et accessible. Avec l'acquisition de Soleva, la société Sun King ...

PAGE 11

ENSEIGNEMENT

BAC I 2025

La plupart des séries dépassent 50% de taux de réussite

Vendredi dernier, le baccalauréat première partie (BAC I), session de mai 2025, a livré son verdict au Togo. Que peut-on retenir ...

PAGE 11



Intégration économique

Faure Gnassingbé reçoit une envoyée spéciale de Bola Tinubu

Hier, dimanche 15 juin 2025, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est entretenu à Lomé avec l'ambassadeur Bianca Odumegwu-Ojukwu, ministre d'État aux Affaires étrangères, envoyée spéciale du président de la République fédérale du Nigeria, Bola Tinubu.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Sécurité : Dernier virage pour les futurs officiers des Fat

Lomé s'apprête à accueillir, ce mercredi 18 juin, une étape décisive du concours d'entrée à l'École de formation des officiers des forces armées togolaises (Efofat). Après des épreuves écrites exigeantes, "159 candidats retenus" sont désormais conviés à Lomé pour les oraux.

Le rendez-vous est fixé à la direction de la Gendarmerie nationale, à Agoè-Nyivé, "près de la cour d'appel de Lomé". C'est là que se jouera l'avenir de ces jeunes aspirants officiers, triés sur le volet parmi des centaines. Une pièce d'identité sera exigée à l'entrée, a précisé le ministère des Armées dans un communiqué publié vendredi.

La liste des admissibles peut être consultée sur le site officiel du ministère et dans les colonnes de Togo-Presse. L'Efofat, située à Pya, reste fidèle à sa mission : "former les chefs militaires des Fat". Un bastion de discipline, d'exigence et d'excellence.

Pour ces 159 candidats, l'heure est venue de convaincre, de se distinguer, de franchir la dernière marche vers un destin d'officier.

Elections municipales 2025

Le tirage au sort du positionnement sur les bulletins de votes effectué

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) franchit une nouvelle étape dans le processus d'organisation des élections municipales 2025 au Togo. Ce samedi 14 juin, elle a officiellement procédé dans ses locaux à Lomé, au tirage au sort sur l'ordre de positionnement sur les bulletins de vote.



PAGE 4

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Hausse maîtrisée des prix Entre stabilité annuelle et pressions mensuelles de la consommation au Togo</p>  <p>P 5</p>	<p>Gabon/Justice Pascaline Bongo inculpée en France dans une affaire de blanchiment et de corruption</p>  <p>P 8</p>	<p>D1 Lonato 2014-2025 L'ASCK détrône Asko, l'Etoile Filante redescend</p>  <p>P 10</p>
-----------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Yves Sodolou, cordonnier résident à Atakpamé et bénéficiaire du Produit AJSEF du FNFI

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre journal Togo Matin vous conduit dans la région des plateaux pour partager avec vous les témoignages de Yves SODOLOU, cordonnier, bénéficiaire du Produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers" (AJSEF) du FNFI. Reportage...

Nous sommes lundi, et comme tous les lundis du mois, le guichet 2 de COOPEC ILLEMA, une Institution de Microfinance partenaire du FNFI accueille les bénéficiaires du FNFI venus rembourser le crédit qui leur a été octroyé. Au guichet à 8h 15 min, celui qui cristallise notre attention, Yves SODOLOU, bientôt la quarantaine, est venu rembourser son échéance du mois. Le premier cycle du crédit AJSEF, il l'a reçu depuis des mois afin de démarrer son activité de cordonnier.

" Il y a quelques mois, à la fin de mon apprentissage en cordonnerie, il me fallait trouver un coup de pouce financier afin de pouvoir m'installer à mon propre compte. C'est ainsi qu'après plusieurs tentatives, je me suis approché de COOPEC ILLEMA qui tout de suite a su satisfaire à ma demande. Après tout le processus pré octroi de crédit, j'ai obtenu une première tranche de

crédit d'un montant de 200.000 FCFA qui m'a permis de pouvoir m'équiper et démarrer mon activité. C'est ainsi que je suis rentré dans la dynamique de l'inclusion financière mise en place par le Gouvernement via le FNFI." Et justement avant les opérations d'octroi de crédit, les potentiels bénéficiaires des différents produits FNFI sont entretenus sur la gestion de crédit et notamment sur la culture du remboursement. Tous les produits FNFI étant en cycle, un bénéficiaire ne peut prétendre passer au palier supérieur qu'après avoir soldé sa première échéance de crédit.

" Je suis venu ce matin rembourser une échéance de crédit, car j'ai très bien assimilé la formation dispensée avant l'octroi du crédit. Plus je rembourse à temps mon crédit, mieux j'ai toutes les chances de mon côté pour obtenir le second crédit et je permets à d'autres personnes de

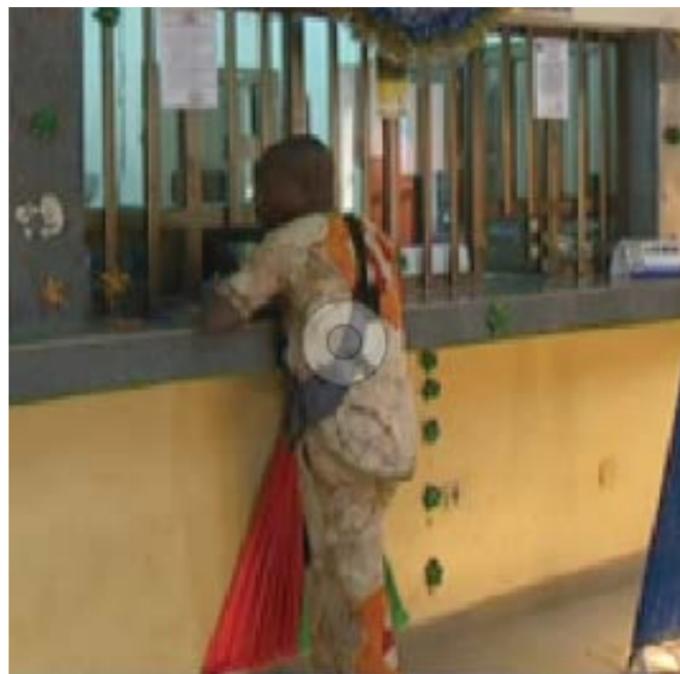
pouvoir également en bénéficier".

Notre interlocuteur nous raconte avec joie combien

très important de pouvoir m'installer à mon propre compte et de pouvoir voler de mes propres ailes. Depuis lors, j'arrive jour après jour

second crédit, je vais me lancer dans la maroquinerie, notamment la fabrication des chaussures. Et pour cela, je dois pouvoir acheter une machine complémentaire. Je veux investir dans ce volet d'activités, car de plus en plus, mes clients demandent les chaussures et ceintures. Je me dis que si je parviens à satisfaire à leur demande, je vais ainsi dégager des revenus complémentaires. Comme on le dit dans le langage commercial, c'est la fusion de plusieurs petites activités qui fera de vous plus tard un grand entrepreneur. Moi j'ai foi en mes capacités, et en mes compétences, j'ai foi que progressivement je parviendrai à devenir un patron avec une grande renommée. Déjà, j'ai deux apprentis dans mon atelier. Mon ambition est de pouvoir multiplier ce nombre d'ici peu afin de faire un transfert de compétences."

En somme, AJSEF se positionne comme un produit durablement ancré parmi les puissants instruments de lutte contre la pauvreté dans notre pays.



Yves Sodolou

le crédit AJSEF a été d'un grand secours pour lui, il a pu s'équiper et se lancer dans son challenge.

" Une fois que j'ai obtenu le crédit AJSEF, je me suis doté rapidement d'un kit d'outillage et j'ai monté assez rapidement une petite baraque au carrefour Agbonou. C'était vraiment

à fidéliser ma clientèle, en leur offrant un service de qualité."

Le jeune met toutes les chances de son côté pour achever vite son remboursement, car il veut obtenir le second crédit pour passer à échelle ses activités.

"Quand j'aurai obtenu le

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



tm

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biowa
Rachid Zakari

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution: TogoMatin
Tirage: (2000 exemplaires)

Intégration économique Faure Gnassingbé reçoit une envoyée spéciale de Bola Tinubu

Hier, dimanche 15 juin 2025, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est entretenu à Lomé avec l'ambassadeur Bianca Odumegwu-Ojukwu, ministre d'État aux Affaires étrangères, envoyée spéciale du président de la République fédérale du Nigeria, Bola Tinubu.

Au cours de cette audience, Bianca Odumegwu-Ojukwu a transmis au président du Conseil une invitation spéciale de son président au premier Sommet économique de l'Afrique de l'ouest (WAES) qui s'ouvre le 20 juin prochain à Abuja au Nigeria.

« Je suis une envoyée spéciale du Nigeria. Je suis à Lomé pour transmettre au nom du président Bola Ahmed Tinubu, une invitation spéciale au président du Conseil de la République togolaise au tout premier sommet économique de l'Afrique de l'ouest, qui aura lieu les 20 et 21 juin 2025 à Abuja », a-t-elle déclaré à la suite de l'audience.

« Ce sommet est conçu pour réunir les dirigeants ouest

africains pour discuter des problèmes auxquels le continent est confronté. Il rassemble également toutes les principales parties prenantes, des décideurs politiques ainsi que le monde des affaires pour définir un nouveau programme plus efficace et dynamique compte tenu des réalités actuelles », a-t-elle précisé.

Cette rencontre a également pour objectif de développer

entre les acteurs des secteurs public et privé en Afrique de l'Ouest.

Cette invitation du président du Conseil se justifie par le rôle actif du Togo dans les dynamiques régionales, la position stratégique du pays dans les échanges commerciaux ouest-africains et l'engagement constant du pays en faveur de l'intégration économique et



Faure Gnassingbé (à droite)

le commerce intra-africain et de promouvoir des partenariats stratégiques

de la stabilité régionale.

La rédaction

Elections municipales / Rejet de certaines listes de candidats

Les explications de la Cour suprême

Les préparatifs des élections municipales de 2025 se poursuivent sereinement au Togo avec la publication des listes définitives des candidats validée par la Cour suprême.

suprême a également évoqué les raisons pour lesquelles certaines candidatures ont été invalidées.

Il s'agit entre autres :



Les élections municipales auront lieu le 17 juillet 2025. A presque un mois de ce scrutin, la Cour suprême a publié le 13 juin dernier la liste des candidats retenue. 494 autres listes sont validées pour le scrutin, pendant que 26 autres listes électorales, dont 25 issues de l'opposition et une de l'Union pour la République (Unir), le parti au pouvoir, ont été rejetées.

- Nombre de candidats insuffisant ou excédentaire sur certaines listes

- Cas de double inscription de candidats

- Numéros de cartes d'électeurs identiques pour des candidats différents

- Dossiers comportant des candidats ne remplissant pas les conditions de nationalité togolaise

- Non-paiement du cautionnement électoral requis

- Incompatibilité liée à l'âge ou aux fonctions exercées.

Affo-Djèlè Alarba

Motifs de rejets divers

En publiant la liste des candidats validée, la Cour

Elections municipales 2025

Le tirage au sort du positionnement sur les bulletins de votes effectué

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) franchit une nouvelle étape dans le processus d'organisation des élections municipales 2025 au Togo. Ce samedi 14 juin, elle a officiellement procédé dans ses locaux à Lomé, au tirage au sort sur l'ordre de positionnement sur les bulletins de vote.

à Lomé, tout s'est déroulé dans la transparence. " Les impressions sont bonnes. Les regroupements des partis politiques et représentants des candidats étaient là et tout s'est déroulé dans les règles de l'art ", a-t-il mentionné avant

n'est constatée. " Du début jusqu'à la fin, il n'y a eu aucun problème. Là où il y avait des erreurs, on reprenait et personne n'a eu à se plaindre. Dans l'ensemble, nous n'avons trouvé aucune irrégularité ", s'est-il félicité.

Agoè-Nyivé 4 : Batir, UFC, Unir, Tovia, Clé, DNT, ANC, MCD.
Agoè-Nyivé 5 : MPDD, ANC, LR, Tovia, FDR, Batir, Unir
Agoè-Nyivé 6 : MST, La Cloche, TOVIA, CEDH, BATIR, UNIR, ANC, UFC, Coalition ADDI-NET, FDR

d'Abord, UFC, Tovia, NJED, VSV, UNIR, ANC, ADDI.

Golfe 4 : Batir, FDR, UFC, PSR, Togo d'Abord, Tovia, Dagbeneva, Unir, Les Humanistes, DMP, EPA, ANC, ACP

Golfe 5 : Net, DMP, UFC, PSR, UDS-Togo, FDR, Unir, ANC, Clé,



Qu'en est-il du positionnement provisoire dans le Grand Lomé ?

Composé de treize (13) communes dont six (6) dans la préfecture d'Agoè-Nyivé et sept (7) dans le Golfe, le Grand Lomé connaît le plus grand nombre de candidatures dont le positionnement provisoire se présente comme suit :

Dans la préfecture d'Agoè-Nyivé

Agoè-Nyivé 1 : Clé, Unir, Batir, coalition Addi-Car-DMP, ANC, Tovia
Agoè Nyivé 2 : UDS-Togo, Tovia, ANC, Nenyon, Batir, Unir, coalition Addi-Car-DMP.
Agoè-Nyivé 3 : FDR, Tovia, Batir, Togo d'Abord, UFC, Unir, Bon Berger, ANC.



Rencontre de la Céni portant sur l'ordre de positionnement des partis sur le bulletin de vote

Dans la préfecture du Golfe la répartition se présente comme suit :

Golfe 1: Tovia, ANC, UFC, coalition Net-PSR, Forêt-Sacré, MCL, FDR, Batir, Unir, MPDD.
Golfe 2 : DMP, TDR, ANC, Unir, UDS-Togo, VSV, MPDD, Dzidula, NET, CLE, Les Humanistes, AMI, Tovia, UFC, Miyom-Matonami
Golfe 3 : Les Humanistes, Togo

Tovia, Inclusion Plus, BATIR
Golfe 6 : VSV, ACD, Unir, EPR, UFC, Dagbeneva, DMP, Togo-Autrement, TDCB, Tovia, Togo d'abord, FDR, BATIR, ANC
Golfe 7 : Tovia, MCL, Net, ANC, Batir, Addi, Dagbeneva, PSR, UJADIS, ACBC, CLE, DMP, FLD, MPDD, UFC, FDR, Unir

Cette cérémonie qui constitue une étape importante dans le bon déroulement des municipales, s'est tenue en présence de Dago Yabré, président de la Céni. Aussi, il a mobilisé les membres de la Céni, les têtes de liste ou leurs représentants et bien d'autres personnalités. Pour Maître Alou Banassa Komlan, huissier de Justice

d'ajouter : " Nous sommes dans le cadre des locales. La Cour suprême est en train de traiter les recours. Au fur et à mesure qu'ils seront validés, il sera possible qu'on réinvite les concernés pour refaire les tirages ".

A en croire Flavien Bakoma Yénémi, chargé des Affaires électorales et représentant du parti Net, aucune irrégularité

Togo

Curieuse focalisation des manifestations sur la conférence Manssah

Il y a quelques jours, la tension est montée au Togo. Des appels à manifester contre le pouvoir de Lomé, et à exiger la démission du président du Conseil Faure Gnassingbé, ont été lancés. Alors que d'autres actions sont en planification et que des partis de l'opposition et des organisations de la société civile s'en mêlent, l'on constate une curieuse focalisation sur la conférence Manssah qui aura lieu du 26 au 28 juin 2025 à Lomé.

L'appel de l'artiste Aamron (Essowè Tchalla) qui demandait à ses compatriotes de réserver un « cadeau spécial » au président du Conseil Faure Gnassingbé lors de son anniversaire le 6 juin 2025, a été amplifié par des artistes, activistes, influenceurs, journalistes etc... vivant à l'extérieur du pays; et qui semblent être en désaccord avec le pouvoir en place. L'arrestation de Aamron et les différentes publications de l'ancienne ministre des Armées, Marguerite Gnacadé, ainsi que la prolifération de fausses nouvelles et des manipulations, ont failli mettre le feu aux poudres. Il faut éviter de se voiler la face : un grand nombre de Togolais se plaignent. Durant ces 20 dernières années, le bilan de Faure Gnassingbé n'est pas négatif comme certains essaient de le faire croire. Le Togo de 2025 n'est pas le Togo de 2005, ni le Togo des années 90. C'est une vérité. Il serait ingrat et méchant

d'affirmer que le régime en place n'a rien fait ou que sa gouvernance a été un échec total. Toutefois, des citoyens togolais sont encore dans la pauvreté, le chômage et subissent les aléas de la vie chère ; le pays bien que doté ces dernières années de diverses infrastructures, il reste encore beaucoup à faire comme les routes, les écoles, les centres de santé etc... Malheureusement, les détracteurs du régime surfent sur ces mécontentements qui sont réels.

Ainsi, un certain nombre de Togolais ont répondu à l'appel à peine voilé à l'insurrection le 6 juin dernier. La manifestation n'a pas connu le succès espéré. Plusieurs personnes ont été arrêtées. La majorité a été déjà relâchée. Quelques personnes ont été inculpées pour leur rôle présumé dans une tentative de déstabilisation du pays. Il faut aussi préciser que l'on évoque des cas de violence et de traitements dégradants sur les personnes qui avaient été gardées à vue.

Que disent les autorités sécuritaires et judiciaires ? C'est dans ce contexte que la Conférence des évêques du Togo appelle à mettre fin à la violence d'où qu'elle vienne, et à éviter le mensonge comme arme. Les auteurs de cette nouvelle mobilisation

populaire appellent à de nouvelles manifestations vers la fin de ce mois. Curieusement, celles-ci coïncident avec la conférence panafricaine Manssah. La rencontre vise à conjurer le mauvais sort lancé par la Conférence de Berlin il y a plus d'un siècle, et à redéfinir l'avenir de l'Afrique, amener le continent à prendre son destin en main sur tous les plans.

Les cofondateurs de Manssah, dont le célèbre journaliste Alain Foka, ne cachent pas leur positionnement géopolitique et souverainiste. D'ailleurs, Alain Foka a dû démissionner de Radio France internationale (RFI), afin d'exprimer librement sa nouvelle ligne éditoriale panafricaine. Il a créé Afo média il y a quelques mois. Pour avoir eu à réaliser des entretiens en face-à-face avec plusieurs hauts dirigeants d'Afrique, Alain Foka a un carnet d'adresses très bien fourni. Il entretient d'excellentes relations avec le président Faure Gnassingbé et ses collaborateurs.

Au point où l'on l'accuse, ainsi que son groupe, Manssah, d'être derrière l'avènement de la Constitution de la 5ème République. Ses détracteurs pensent qu'il aide Faure Gnassingbé à

s'éterniser au pouvoir. Les appels à manifester sur les 26, 27 et 28 juin prochain visent à empêcher la tenue et la réussite du tout

autorités togolaises qui ont souvent montré leur sens d'écoute, ont intérêt à écouter toutes les voix discordantes, même si cela



Image générée par l'intelligence artificielle pour donner une idée de ce que sera la Conférence Manssah

premier sommet Manssah à Lomé. Mais, de quels arguments disposent les détracteurs de Manssah pour l'accuser ? Jusqu'ici, l'on n'a brandi aucune preuve de son implication dans la politique togolaise. D'ailleurs, Alain Foka et ses collaborateurs rejettent ces accusations. Par ailleurs, l'on constate que l'affaire est tellement médiatisée, même au niveau international. Qu'est-ce qui se cache derrière tout cela ? Une partie de l'opposition et de la société civile s'en mêle, et demande aux populations, sur la base de l'article 150 de la Constitution du 14 octobre 1992, de rentrer en désobéissance civile à partir du 23 juin 2025. À quoi risque-t-on encore d'assister dans les prochains jours ?

Quoi qu'il en soit, les

émanait d'un seul Togolais. Les citoyens pour leur part doivent exprimer librement leurs idées, joies, peines et mécontentements etc... mais, dans le respect des lois en vigueur et des institutions du pays.

Nul n'a intérêt à embraser le pays. Si des Togolais souhaitent gouverner le pays, qu'ils s'organisent efficacement pour battre le parti au pouvoir dans les urnes ; même si des gens pensent que l'on ne peut pas changer le régime togolais par les urnes. Il faut faire remarquer que c'est le manque de sérieux de ceux qui s'opposent au régime depuis des décennies, qui permet à ce dernier de garder la confiance du peuple. L'alternance pacifique n'est donc pas impossible au Togo.

TM

Actions médicales gratuites**La 5ème étape démarre aujourd'hui dans la région Maritime**

Dans un communiqué publié le 13 juin 2025, le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière, le colonel Hodabalo Awaté, rappelle qu'une importante campagne d'actions médicales gratuites en faveur des populations, et menée par le service de santé des armées, est en cours dans le pays depuis quelques semaines. Cela s'inscrit dans le cadre des activités commémoratives marquant les 20 ans de la disparition du général Eyadema Gnassingbé, père de la nation togolaise, et sous le haut patronage de Faure Gnassingbé, président du Conseil, chef suprême des armées.

Après les étapes des régions de la Kara, des Savanes, Centrale et des Plateaux dont le succès est salué selon le ministre par les populations ; la 5ème étape de ces actions

médicales gratuites aura lieu du 16 juin au 03 juillet 2025 dans la région Maritime. « Déployées à travers toute la région, des



Les Forces armées togolaises (FAT) en pleine consultation médicale (Image d'archives)

équipes de médecins et de spécialistes sont là pour vous accueillir, écouter vos préoccupations, répondre à vos besoins et vos attentes, puis offrir des soins de qualité », écrit le ministre.

Ces actions médicales foraines et gratuites se dérouleront dans les chefs-lieux des 6 préfectures de la région Maritime.

Les actes de chirurgie seront réalisés au Centre hospitalier régional (CHR) de Tsévié, au Centre hospitalier préfectoral (CHP) d'Aného, au CHP de Vogon, et à

l'hôpital d'Afagnan. Les interventions chirurgicales concerneront les pathologies suivantes : les hernies, l'hydrocèle, les lipomes, le nodule de seins et le fibromyome utérin chez la femme, ainsi que le goitre avec examen anatomo-pathologique des pièces. Seront également offerts aux populations vulnérables, des actes d'échographie abdominale, de la thyroïde, gynécologique et obstétricale. Il leur sera également offert le dépistage de l'hypertension artérielle, du diabète et du VIH Sida.

« Ces journées d'actions médicales gratuites s'insèrent dans les

valeurs de solidarité et de bien-être prônées et promues par le président Gnassingbé Eyadema. Ces journées d'actions médicales gratuites s'insèrent également dans la vision du père de la nation qui a consacré sa vie au renforcement de la cohésion entre la nation et son armée », a poursuivi le colonel Hodabalo Awaté qui est aussi le président national du Comité d'organisation des hommages au général Eyadema. Les populations des localités concernées sont vivement encouragées à sortir massivement pour se faire diagnostiquer, dépister et soigner.

Edem Dadzie

Financement**Avec 180 milliards FCFA, le Togo trace sa voie vers un leadership agricole régional**

Le Togo vient d'amorcer une nouvelle ère pour son agriculture. Le soutien de la Banque mondiale, par l'octroi d'un financement de 180 milliards FCFA, marque une étape décisive dans la concrétisation du Programme de modernisation de l'agriculture au Togo (Promat). Ce financement a été annoncé lors d'une rencontre stratégique, tenue le 03 juin dernier à Lomé.

Dans le cadre d'une rencontre, les autorités togolaises et la Banque mondiale ont convergé autour d'une ambition claire : faire du Togo un hub régional dans l'agroalimentaire et la nutrition animale. Cette enveloppe colossale, déployée en deux phases, « vise à renforcer les institutions agricoles, améliorer l'accès des petits agriculteurs à la mécanisation, aux services financiers et aux marchés, et encourager l'investissement privé ». Le Promat n'est pas une initiative de plus. Il s'agit d'un plan décennal d'une

portée inédite, bâti autour d'un modèle intégré de développement agricole. « Ce programme novateur, porté conjointement par la Banque mondiale et la Société financière internationale (IFI), constitue une première », a souligné Fily Sissoko, représentant résident de la Banque mondiale pour le Togo.

L'approche, axée sur les résultats, promet des retombées concrètes : 7200 hectares seront aménagés en services d'irrigation et de drainage, 50 000 hectares feront l'objet d'une gestion durable, et plus de 340 000 agriculteurs dont une majorité de femmes et de jeunes bénéficieront directement des interventions. Le gouvernement togolais y voit un levier décisif pour rompre avec l'agriculture de subsistance et bâtir une filière moderne, compétitive et inclusive. Mais au-delà des chiffres,

c'est un changement de paradigme que porte cette ambition. L'implication du secteur privé, encouragée par l'IFI, est considérée comme essentielle. « En favorisant l'innovation,

et aux petits agriculteurs les outils nécessaires pour améliorer leur productivité et prospérer dans une agriculture moderne », a affirmé Josiane Kwenda, représentante régionale.

en Afrique de l'Ouest. Un pari audacieux mais réaliste, soutenu par des partenaires stratégiques et une volonté politique manifeste. C'est une vision résolument tournée vers



en facilitant l'accès au financement et en renforçant les chaînes de valeur, l'IFI (...) vise à fournir aux agro-industries

L'enjeu est désormais donc de positionner le Togo comme un acteur incontournable du secteur agroalimentaire

l'avenir, enracinée dans la terre togolaise, mais ouverte sur les marchés régionaux et mondiaux.

Edy Alley

Hausse maîtrisée des prix**Entre stabilité annuelle et pressions mensuelles de la consommation au Togo**

Au cœur d'une conjoncture mondiale encore fragile, le Togo poursuit son effort de résilience économique. Ce lundi 3 juin à Lomé, les acteurs du Programme d'urgence de renforcement de la résilience et de la sécurité des communautés ont dressé un tableau nuancé de l'évolution des prix à la consommation dans le pays. Une photographie économique du mois de mai 2025 qui conjugue prudence et éclairci.

inflationnistes et forces de modération, est le fruit d'un double mouvement.

D'un côté, les prix des denrées alimentaires et des services ont connu une hausse sensible. Les indices des catégories « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,7%), « Restaurants et services d'hébergement »

Mais c'est surtout la variation mensuelle qui attire l'attention. En mai 2025, le niveau général des prix a grimpé de 0,7% par rapport à avril. Une progression qui s'explique par le renchérissement du charbon de bois (+10,0%), du bois de chauffe (+16,3%), de l'igname pour fufou (+15,8%) et d'autres produits de première nécessité comme le gingembre frais (+11,1%) ou le persil (+18,9%). Les plats populaires n'ont

pas été épargnés : « le plat de fufu + sauce poisson » a augmenté de 6,5%, tandis que le « plat de haricot + gari » a connu une hausse de 6,0%. En toile de fond, la poussée du secteur primaire (+3,0%) et l'augmentation des prix des produits d'« Origine Uemoa » (+0,9%) renforcent cette tendance.

Malgré tout, le taux d'inflation glissant sur douze mois s'établit à 2,2%, en baisse légère par rapport

à avril (2,5%). Un signe que les fondamentaux tiennent bon, mais que la vigilance reste de mise.

En somme, le Togo progresse sur une crête étroite, entre volonté de contenir l'inflation et exigence de préserver le pouvoir d'achat. Pour les observateurs, « la stabilité des prix est un pilier essentiel de la résilience communautaire ».

Edy Alley



L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est resté quasiment stable en glissement annuel, s'établissant à 104,6, contre un niveau similaire en mai 2024. Cette stabilité, souvent signe d'un équilibre précaire entre tensions

(+2,7%) et « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+3,2%) ont tiré les prix vers le haut. De l'autre, la baisse de « l'indice Transport » (-2,5%) et celle des prix des produits frais (-2,2%) ont atténué cette pression.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires ? Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin ?

BP: 30817 Lomé-Togo
Tél: 87 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail: togomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tl: @togomatin1

Abonnez-vous au journal quotidien TOGO MATIN !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches ?

Nom ou raison sociale: _____
Profession ou activité: _____
Adresse: _____ / BP: _____
Tél: _____ / E-mail: _____

Je m'abonne

- Abonnement mensuel: 5.000 FCFA
- Abonnement trimestriel: 15.000 FCFA
- Abonnement semestriel: 20.000 FCFA
- Abonnement annuel: 40.000 FCFA

Togo

Des réformes durables pour une paix durable

Le Togo travaille, année après année, pour la stabilité économique et sécuritaire, acquise grâce à une variété de réformes majeures. L'objectif est de consolider le développement national et rendre heureux les citoyens peu importe où ils se trouvent. Cette constance, résultat d'une gouvernance prudente et d'une stratégie d'ouverture maîtrisée, constitue aujourd'hui l'un des atouts majeurs du pays.

Le Togo trace un chemin singulier en faisant de la stabilité non pas un simple état, mais un moteur stratégique de son développement. Sur le territoire, la quiétude politique et sociale devient un levier déterminant pour bâtir des projets à long terme et affirmer une présence économique régionale.

Une volonté assumée d'éviter la rupture

Le choix des pouvoirs publics est clair : éviter les secousses inutiles, privilégier la continuité

dans le temps, et où chaque avancée vient consolider la précédente. C'est cette philosophie, patiemment cultivée depuis plusieurs années, qui permet au pays de préserver un climat apaisé et de se projeter sur ses ambitions.

Ce socle de stabilité offre aux investisseurs, aux entreprises et aux acteurs de la société civile un espace de confiance rare dans la sous-région. Les projets d'infrastructures, les programmes sociaux et les initiatives privées s'inscrivent dans une dynamique où l'incertitude est contenue et où les engagements pris peuvent aboutir sans crainte de rupture. Ports, routes, pistes rurales, data centers, agropoles, plateforme industrielle, centres de formation de jeunes, projets sociaux d'envergure, digitalisation des services de l'administration, mécanismes de création d'emplois...le visage du Togo change, porté par cette constance qui sécurise l'action et encourage l'audace.

La stabilité ne se limite

et les efforts pour réduire les inégalités créent un environnement où les revendications s'expriment sans violence et où les



Vue partielle de Lomé

tensions se désamorcent par la concertation. Cette capacité à maintenir la cohésion nationale, même dans les moments difficiles, confère au pays une résilience qui force le respect.

Le budget de l'État pour

secteurs phares comme l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable et à l'électricité, la protection civile, l'action sociale, etc.

d'un pays tourné vers le progrès. Depuis des années, l'État conçoit le développement dans un climat marqué par l'absence

Sa mise en œuvre assurera le maintien de la stabilité dans le développement enclenché depuis des décennies maintenant et qui produit des résultats fort remarquables.

Il n'est plus à démontrer que, dans un contexte africain souvent marqué par l'instabilité, le Togo tire son épingle du jeu, montrant qu'il est possible de conjuguer ambition et prudence, réforme et continuité. Cette trajectoire constante rappelle que la stabilité n'est pas une absence de mouvement, mais une discipline où chaque pas compte et prépare le suivant.

Axer le développement socioéconomique sur la paix

Le Togo fait cas d'école en érigeant la paix en véritable stratégie de développement. Au-delà d'un simple vœu, c'est une politique assumée et structurée qui place la stabilité sociale et la cohésion nationale au cœur de l'action publique. Un choix porteur d'effets concrets, qui façonne progressivement l'image

de conflit. Cette approche irrigue la Feuille de route gouvernementale, qui décline des projets à fort impact social dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi des jeunes, de l'entrepreneuriat et du désenclavement rural. L'idée maîtresse est simple : une population qui vit dignement, qui bénéficie de services de base et qui participe à la vie de la société est naturellement moins exposée aux risques de tension ou de violence.

Mécanismes de dialogue et d'écoute renforcés

La politique togolaise de développement axée sur la paix repose aussi sur la promotion constante du dialogue social et politique. Des cadres d'échange ont été institués à différents niveaux national, régional et local afin de permettre à chaque composante de la société d'exprimer ses préoccupations et de participer à la recherche de solutions consensuelles. Les organisations de la société civile, les confessions religieuses, les leaders communautaires, etc. sont régulièrement sollicités pour jouer un rôle



Des citoyens togolais

dans l'action publique et construire sur la durée. Loin des changements brusques, le Togo opte pour un modèle où la réforme se pense

pas aux institutions. Elle vit aussi dans les quartiers, dans les marchés et dans les campagnes. Le dialogue social permanent

l'exercice 2025, qui s'élève à près de 2 400 milliards de francs CFA, est d'autant plus réconfortant en ce sens qu'il couvre plusieurs

de médiation et d'animation sociale. Ce maillage de proximité contribue à désamorcer les tensions naissantes et à renforcer le vivre-ensemble sur l'étendue du territoire.

La 5e République veut faire de la paix, un principe fondamental de gouvernance et un pilier de développement. Sous l'impulsion du désormais président du Conseil des ministres, Faure Essozimna Gnassingbé, la promotion de la stabilité sociale et politique est érigée en priorité, traduite par des réformes institutionnelles et des actions concrètes sur le terrain comme la gouvernance axée sur la concertation, la décentralisation pour rapprocher l'État des citoyens, la réparation des préjudices anciennement causés.

Sur ce volet, le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun) fait un travail immense. Il veille depuis sa création au

indispensables. En 2023, par exemple, le Hcrrun a touché 3 604 victimes dans le cadre du volet indemnisation. Il s'agissait de la 6e étape de mise en œuvre du programme de réparation, qui affichait un taux de satisfaction des victimes de 99,14 %.

Sécurité et solidarité

Face aux menaces sécuritaires sous-régionales, notamment terroristes, le Togo opte pour une approche préventive combinant surveillance accrue des zones sensibles, exécution de programmes d'appui aux familles, renforcement du renseignement et implication des populations à travers des comités locaux de paix et de sécurité. Le Programme d'urgence pour la région des Savanes (Purs), lancé dans cette dynamique, affiche des progrès substantiels. Pour y arriver, de meilleurs services de base aux populations est un moyen efficace pour endiguer les incursions extrémistes. Dans cette dynamique, le taux d'électrification est

de 1 000 hectares de bas-fonds pour une exploitation agricole plus performante, la distribution de 21 000 tonnes d'engrais vivriers, l'octroi de subventions à 542 opérateurs agricoles pour l'acquisition d'équipements, d'après le dernier bilan

considère aujourd'hui la sécurité sur le territoire comme un préalable essentiel à toute ambition de croissance inclusive et durable. Le Togo a le secret de l'évitement des phénomènes d'insécurité, arrivant à préserver un

de sécurité nationale. Des projets d'infrastructures, de désenclavement rural, d'électrification et d'accès à l'eau potable sont multipliés dans les zones à risque. Ce plan ambitieux intègre des actions sanitaires, éducatives et économiques



Vue partielle de la côte togolaise

effectué en janvier 2025. Le Togo l'a compris : la paix se construit et s'entretient à travers des institutions fortes, un dialogue permanent et un développement équitable. En s'appuyant sur ces

climat de paix. Cette résilience, saluée par ses pairs en Afrique et des organismes internationaux, s'explique par une politique fondée sur l'anticipation et l'adaptation, à travers le renforcement des dispositifs de surveillance et la professionnalisation des forces de défense et de sécurité.

Le pays multiplie, par exemple, les patrouilles mixtes aux frontières et installe des postes avancés dans les zones sensibles, notamment au nord, afin de contenir les incursions et protéger les 8 millions d'habitants. La vigilance est accrue et la sensibilisation est forte. L'une des particularités du modèle togolais repose sur l'implication des communautés locales dans la prévention des risques. Le gouvernement a mis en place des comités locaux de paix et de sécurité, des cellules d'alerte communautaires qui favorisent la remontée rapide des informations et la résolution pacifique des différends. Cette approche de sécurité de proximité contribue à apaiser les tensions et à renforcer la confiance entre les citoyens et les autorités.

Sachant que l'insécurité naît souvent de l'exclusion et du désespoir social, le président Faure Essozimna Gnassingbé a ancré la lutte contre la pauvreté et le chômage dans sa politique

pour réduire la vulnérabilité des populations et assécher le terreau des conflits.

Baisse des zones à risque élevé

Un rapport a été présenté en début d'année 2025 par le Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (Wanep-Togo). Il démontre qu'une baisse du nombre global de zones classées à risque élevé a été obtenue au Togo. C'est la résultante des projets de sensibilisation, des interventions de stabilisation et des actions de développement exécutées dans les zones sensibles. Dans la région des Savanes (1.143 520 habitants selon le dernier recensement).

Les incidents, souvent liés à l'incivisme, à l'insécurité routière, au manque d'inattention, à la non-collaboration avec les forces de l'ordre, etc., diminuent de manière considérable. Le Togo fait donc un pari audacieux, celui de bâtir son développement sur la sécurité et d'investir dans la paix comme condition de prospérité. En combinant prévention, gouvernance inclusive et développement territorial équilibré, le pays donne à voir un modèle pragmatique et résilient. Une stratégie nationale que beaucoup d'observateurs considèrent aujourd'hui comme un exemple inspirant pour la sous-région ouest-africaine.

Luc Biova



Circulation routière au Togo

respect et à la réalisation effective des objectifs visant la lutte contre l'impunité, la promotion de la réconciliation, de la paix et de l'unité nationale, par toutes les instances et tous les acteurs de la vie nationale. L'institution indemnise les victimes des périodes troubles du passé. Cela comprend des compensations financières, des soins médicaux et d'autres formes de réparations jugées

donc passé de 29 % en 2021 à 42 % en 2023, grâce au Purs, avec plus de 15 000 foyers supplémentaires raccordés. En termes d'accès à l'eau potable, près de 80 000 nouvelles personnes ont bénéficié d'infrastructures hydrauliques, portant le taux de desserte en milieu rural de 64 % en 2021 à 73,5 % en 2023.

Parlant du secteur agricole, au rang des réalisations se trouve l'aménagement

pilliers, le pays se fait grand et les populations sont les principaux bénéficiaires.

La sécurité comme moteur de développement

Dans un contexte sous-régional marqué par l'instabilité et les menaces transfrontalières, le Togo s'engage depuis plusieurs années dans une approche stratégique où sécurité et développement avancent de concert. Plus qu'un impératif, le gouvernement

Bénin/Frontières

Malgré les appels au dialogue du Bénin, le général Tiani maintient les frontières fermées

Alors que le Bénin a rouvert ses frontières et multiplié les gestes d'apaisement, le régime militaire de Niamey persiste à maintenir la rupture. Une position aux conséquences lourdes, révélatrice d'une incohérence stratégique.



Frontières Niger-Bénin gardées par des militaires

Depuis la tentative de normalisation engagée par le Bénin, avec la réouverture de ses frontières et la facilitation du transit du pétrole nigérien vers le port de Sèmè-Kpodji, toutes les attentes pointaient vers une réciprocité de Niamey. Mais le général Abdourahmane Tiani campe sur sa position : la frontière avec le Bénin restera fermée tant que « la menace française » subsistera. Il accuse son voisin d'abriter des forces étrangères qui travailleraient à sa déstabilisation. Pourtant, cette fermeture, au-delà de l'argument sécuritaire, pénalise gravement la dynamique économique régionale. Les échanges commerciaux ont chuté, le corridor Bénin-Niger, historiquement le plus sûr et le plus rentable, est à l'arrêt. Le Niger, pays enclavé, se prive ainsi de son principal débouché maritime. Cette décision nuit à sa balance commerciale et accroît la précarité de ses populations déjà éprouvées.

L'incohérence d'un régime qui dénonce ce qu'il reproduit

Lors de l'instauration des sanctions de la Cedeao en 2023, la junte nigérienne n'avait eu de cesse de dénoncer des mesures injustes, arguant qu'elles « frappaient les peuples

plus que les dirigeants ». Un an plus tard, ce même pouvoir s'enferme dans une logique similaire. En maintenant fermée une frontière cruciale pour la vie quotidienne et les

échanges économiques, Niamey punit les Nigériens autant que les Béninois. Et ce, malgré les nombreuses médiations, dont celles des anciens présidents béninois Boni Yayi et Soglo. Cette posture révèle une contradiction majeure : comment réclamer une approche humaine et inclusive à l'échelle régionale, tout en adoptant soi-même une ligne dure, sans flexibilité ni écoute, vis-à-vis d'un pays voisin pourtant coopératif ? En réalité, la fermeté du général Tiani semble guidée moins par des impératifs sécuritaires que par un positionnement idéologique. Le refus de toute coopération avec un État perçu comme proche de la France devient un prétexte politique. Or, en diplomatie régionale, l'objectivité et le pragmatisme devraient primer sur les postures. À quoi joue donc le Niger ? Cette stratégie d'isolement auto-infligé affaiblit son influence, complique ses relations extérieures et nuit à ses propres citoyens.

En définitive, le maintien de cette frontière fermée, présentée aux populations nigériennes comme étant un sacrifice, une mesure difficile mais nécessaire », illustre une diplomatie de l'orgueil, loin des réalités et des urgences du terrain.

Alexandre Wémima

Mali/Transition

Feu vert du gouvernement pour un mandat présidentiel de cinq ans sans élection pour le colonel Goïta

Le Conseil des ministres malien a approuvé un projet de loi octroyant un mandat présidentiel de cinq ans, renouvelable, au chef de la junte, sans passer par les urnes. La décision doit encore être validée par le Conseil national de transition.

Le régime militaire malien poursuit son recentrage autour du colonel Assimi Goïta. Réuni le mercredi 11 juin 2025, le Conseil des ministres a adopté un projet de loi visant à instituer un mandat présidentiel de cinq ans, renouvelable, directement attribué au chef de l'État en exercice. Cette proposition devra encore être examinée par le Conseil national de transition (CNT), l'organe législatif dominé par la junte. Selon le communiqué officiel, ce mandat s'inscrit dans les recommandations issues des « assises nationales de refondation », une consultation convoquée par les autorités de transition et largement boycottée par les partis politiques et organisations de la société civile. Parmi ces recommandations figurait notamment la suspension de toutes les opérations électorales jusqu'à la «



Assimi Goïta

pacification » complète du pays, dans un contexte sécuritaire encore fragile, en particulier dans le nord et le centre du Mali. Le pouvoir en place justifie cette décision par la nécessité de rétablir l'ordre face à la menace persistante des groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda, comme le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), actif notamment dans la région de Tombouctou. Récemment, une attaque d'envergure contre une base militaire a rappelé l'instabilité chronique dans certaines zones du territoire. Cette mesure s'inscrit dans une séquence politique marquée par une concentration accrue du pouvoir entre les mains de

la junte. En mai dernier, les autorités ont dissous tous les partis politiques et associations à caractère politique, au nom de la stabilité et de la souveraineté nationale. Plusieurs recours en justice déposés par des formations politiques ont été rejetés.

Initialement, les militaires avaient promis un retour à l'ordre constitutionnel au plus tard en 2024. Ce nouveau projet de loi, s'il est adopté, viendrait entériner un report de fait de la transition démocratique et placerait Assimi Goïta à la tête de l'État pour un mandat sans élection, prolongeant ainsi durablement l'autorité militaire sur le pays.

T.M.

Gabon/Justice

Pascaline Bongo inculpée en France dans une affaire de blanchiment et de corruption

La sœur de l'ancien président gabonais Ali Bongo Ondimba est soupçonnée d'être la bénéficiaire d'une structure basée à Hong Kong. Entre 10 et 11 millions de dollars de fonds auraient pu ainsi être blanchis.

Même si l'enquête pour « bien mal acquis » est désormais close, la famille de l'ancien président du Gabon Ali Bongo Ondimba continue à faire face à des procédures judiciaires. La fille aînée d'Omar Bongo Ondimba, Pascaline Bongo, a été inculpée en janvier dernier dans une affaire de corruption et de blanchiment d'argent qui date de 2009, a appris l'AFP le 11 juin auprès d'une source proche du dossier. Entre 10 et 11 millions de dollars de fonds auraient pu ainsi être blanchis. L'enquête a été lancée après la découverte de documents lors d'une perquisition, dans une autre procédure en 2015, pouvant suggérer des faits de corruption, selon une

source proche du dossier. Elle porte sur la création d'une organisation à Hong Kong dont la justice soupçonne que Pascaline Bongo se cache derrière.

Les enquêteurs soupçonnent la structure hongkongaise d'avoir perçu des fonds d'une société chinoise. Ces fonds auraient ensuite été versés vers les comptes personnels aux États-Unis de la sœur de l'ex-chef de l'État, ou bien vers ceux de ses proches ou d'autres sociétés, explique la même source.

Mais pour son avocate, Me Corinne Dreyfus-Schmidt, cette inculpation, qu'elle compte contester, est « encore l'expression d'un certain acharnement dans un dossier bancal, lacunaire et pour des faits dont on ne connaît même pas la date ni les contours ».

D'après une autre source proche du dossier, l'avocat de

l'État du Gabon de l'époque où Pascaline Bongo était directrice du cabinet de son père puis, après son décès, « haut représentant » de son frère, a lui aussi été inculpé dans cette affaire, également pour blanchiment de corruption passive par agent public étranger. Sollicité, l'avocat n'a pas souhaité s'exprimer.

Pascaline Bongo est également poursuivie dans une autre instruction, close en mars, à Paris, sur le volet gabonais des « biens mal acquis » en France. Elle a été relaxée en 2024 par le tribunal correctionnel de Paris au terme d'un procès où elle comparait pour corruption passive d'agent public étranger au début des années 2010 au Gabon. Le parquet national financier a fait appel.

Jeune Afrique



Ensemble pour elle : Lorsque les filles sont entendues, des communautés entières s'élèvent

Déclaration commune UNFPA - Banque mondiale

Par Eleonora Cavagnero, Chef du Projet SWEDD+ à la Banque mondiale,
Et Dr Nafissatou Diop, Directrice du Projet SWEDD+ au Bureau Régional Afrique de l'Ouest
et Centrale du Fonds des Nations Unies pour la Population, UNFPA

En cette Journée de l'Enfant Africain, nous célébrons la résilience, la force et le potentiel des filles d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Mais cette journée est aussi l'occasion de regarder en face les obstacles persistants qui freinent encore trop de parcours de filles adolescentes et de femmes : les mariages précoces, l'abandon scolaire, les violences basées sur le genre, l'accès restreint aux services de santé reproductive, et les inégalités d'accès à l'emploi.

C'est pourquoi cette journée ne doit pas seulement être un moment de réflexion, mais aussi un temps fort d'engagement renouvelé. Le lancement de la campagne Ensemble pour Elle, porté par la Banque mondiale et l'UNFPA, constitue un appel régional à l'action. Cette initiative rassemble gouvernements, communautés et partenaires autour d'une mission commune : garantir à chaque fille la possibilité non seulement de survivre, mais de s'épanouir pleinement. À travers la mobilisation citoyenne, la couverture médiatique et le dialogue politique, la campagne vise à défendre les droits des filles, à encourager la participation communautaire, à renforcer la sensibilisation et à soutenir les leaders engagés dans le changement.

Aujourd'hui, des adolescentes comme Kadiatou, en Guinée, nous rappellent ce que l'espoir et le soutien peuvent rendre possible. Mariée de force à 15 ans, Kadiatou a été contrainte d'interrompre sa scolarité, perdant une part essentielle de sa liberté et de ses rêves. Pourtant, grâce à l'appui du programme SWEDD, elle a pu reprendre le contrôle de son avenir. Elle est retournée à l'école et aspire désormais à devenir sage-femme. Son parcours illustre avec force ce qui se produit lorsqu'on investit en faveur de l'autonomisation des adolescentes : une transformation personnelle porteuse d'espoir et d'aspiration, mais aussi un moteur puissant de progrès social et économique pour toute la communauté et le pays.

Dans toute la région, le programme d'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel+ (SWEDD), lancé en 2015, incarne une approche pionnière et multisectorielle, visant à s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité entre hommes et femmes et à débloquer le dividende démographique au Sahel. Couvrant initialement neuf pays, le projet a pris de l'ampleur et de l'ambition au cours des années. Aujourd'hui, le projet SWEDD+ (Autonomisation des femmes et dividende démographique en Afrique subsaharienne) comprend 4 pays SWEDD originaux (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie) et en accueille de nouveaux : La Gambie, le Sénégal et le Togo, pour un investissement total de 460 millions de dollars. SWEDD+ est bien plus qu'un simple projet, c'est une plateforme de changement. Opérant dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'autonomisation économique, et impliquant les familles, les communautés et les chefs religieux, il offre un modèle qui modifie les normes de genre néfastes pour favoriser le développement de normes transformatrices de genre. Les données du projet SWEDD témoignent d'un succès



marquant, attestant du progrès, des possibilités et de l'impact positif sur la vie des filles adolescentes, des familles et celle de leurs communautés. Entre 2015 et 2025, plus de 1,16 million de filles du secondaire ont reçu un soutien pour rester à l'école, plus de 255 000 jeunes femmes ont été formées à des compétences professionnelles et pratiques, plus de 1,3 millions de filles et de femmes ont eu accès à des services de contraception modernes, et près de 20 000 leaders communautaires et religieux ont été mobilisés pour promouvoir des normes positives en matière de genre. Pourtant, les besoins restent urgents, car l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale accusent un retard sur les principaux indicateurs de développement humain. Au Tchad, 78 % des filles en âge de fréquenter l'école secondaire ne sont pas scolarisées et en Mauritanie, plus de 52 % des jeunes femmes ne sont ni scolarisées, ni employées, ni en formation. Dans la région, plus de 16 millions d'adolescentes ne sont toujours pas scolarisées et un trop grand nombre d'entre elles sont déjà mariées ou enceintes.

Ces circonstances ne sont pas inévitables. Ce sont des symptômes d'une inégalité profondément ancrée, que SWEDD+, par le biais d'une réponse régionale, vise à éradiquer en stimulant la responsabilité collective à tous les niveaux : des familles aux salles de classe,

en passant par les chefs religieux et les décideurs politiques.

Le coût de l'inaction est élevé, mais l'opportunité conséquente. Alors que nous lançons la campagne Ensemble pour Elle, à l'occasion de la Journée de l'Enfant Africain, nous lançons un appel à toutes les parties prenantes - gouvernements, partenaires et communautés - à franchir un pas de plus, dépasser le stade des promesses et passer de l'engagement à l'action, en mettant en place les ressources et les politiques nécessaires à l'épanouissement et la réussite des adolescentes et des femmes.

Inspirées et soutenues par les interventions SWEDD+, les histoires d'adolescentes filles telles que celle des débuts de Kadiatou peuvent devenir l'exception plutôt que la règle à laquelle sont sujettes de trop nombreuses filles de la région. SWEDD a montré ce qu'il était possible d'accomplir. La voie à suivre est claire. Il est temps d'agir plus rapidement, de passer à l'échelle supérieure et d'écouter plus attentivement. Car lorsque les filles sont entendues, les communautés s'élèvent.

Pour plus d'informations,
visitez le site www.sweddafrica.org

Bassa Djeri Sabirou**Le « gardien au cure-dent » tire sa révérence**

Le Togo pleure un compatriote, et pas des moindres. Bassa Djeri Sabirou, international togolais, est décédé ce vendredi 13 juin, des suites d'une maladie.

Ancien gardien de but des Éperviers du Togo, Bassa Djeri Sabirou tire sa révérence. Né en 1987, Bassa Djeri Sabirou a fait ses débuts au Togo avant de s'envoler pour l'international. Il a notamment joué à Tchaodjo Athletic Club (TAC), Semassi ou encore Gbikinti de Bassar.

À l'international, Bassa Djeri Sabirou a évolué dans les championnats

bénois et camerounais, notamment à Coton Sport et dernièrement à la première ligue nigérienne avec Enyimba FC. Il a été convoqué pour la première fois avec les Éperviers en 2017, par le technicien français Claude Le Roy, le sélectionneur national à cette époque.

Bassa Djeri laisse derrière lui l'image emblématique qui lui a valu le surnom de « gardien au cure-dent » parce qu'il met un pique-dent dans la bouche lors de ses matchs.



Luc Biova Bassa Djeri Sabirou

D1 Lonato 2014-2025**L'ASCK détrône Asko, l'Étoile Filante redescend**

Le championnat national de première division, D1 Lonato a clôturé son exercice 2024-2025 le 8 juin dernier, avec la 26ème journée disputée sur l'ensemble du territoire. Au terme d'un suspense qui aura duré toute la saison, l'ASCK s'est emparée du titre de champion grâce à sa victoire 3-0 face à l'AS Binah.

Il s'agit du deuxième sacre national pour le club de Kara, après celui décroché en 2019. De son côté, l'AS Gbohloe-su termine à la deuxième place grâce à son succès 1-0 contre l'AS OTR. Les Chauffeurs ont dû patienter jusqu'à la seconde période pour venir à bout des Cornes de la Binah (3-0). Après une première mi-



ASCK célébrant le sacre



Gbohloe-Su deuxième

temps sans éclat, l'ASCK a trouvé la faille au retour des vestiaires, inscrivant trois buts dont un doublé sur penalty de Bilali Akoro. L'attaquant conclut ainsi la saison en tête du

classement des buteurs avec 12 réalisations.

L'AS Gbohloe-su décroche le continental, l'Étoile Filante redescend en D2

Comme lors de la journée

précédente, l'AS Gbohloe-su aura maintenu la pression sur l'ASCK jusqu'au bout. Les Requins mâles se sont imposés 1-0 face à l'AS OTR, qui termine sa saison sur une mauvaise

note avec deux défaites consécutives.

L'Étoile Filante devait impérativement s'imposer, tout en espérant un faux pas d'Haknour pour se maintenir. Mais les Bleus de la zone commerciale n'ont pas réussi à atteindre leur objectif. Les Étoilistes n'ont obtenu qu'un match nul (1-1) face à Gomido. Un résultat insuffisant. Le club du président Wilson-Bahun retourne en deuxième division, seulement une saison après son retour parmi l'élite.

L'ASCK de Kara, sacrée championne, reçoit une prime de 15 millions FCFA. Gbohloe-su des Lacs, qui termine à la deuxième place, empoche une dotation de 10 millions FCFA. En plus de ces primes de fin de saison, chaque club engagé a bénéficié, au cours de la compétition,

d'une subvention de 15 millions FCFA. Ce montant comprend un soutien de 10 millions FCFA de l'État togolais et un appui complémentaire de 5 millions FCFA de la Fédération togolaise de football (FTF).

Ces dotations visent à accompagner les clubs dans la gestion de leurs charges sportives et administratives tout au long de la saison.

« Au terme de cette saison 2024-2025 de la D1 LONATO, je tiens à exprimer, au nom du Comité exécutif de la FTF, toute notre gratitude à l'ensemble des acteurs qui ont contribué à la réussite de ce championnat. Je remercie particulièrement le public sportif pour son engouement et sa fidélité tout au long des 26 journées. Nos félicitations vont également aux présidents de clubs pour leurs efforts constants, aux arbitres pour leur engagement, aux médias qui ont assuré une couverture régulière et professionnelle des rencontres, ainsi qu'au gouvernement qui, à travers son soutien financier, a permis au championnat de se dérouler dans les meilleures conditions », a déclaré Guy Akpovy, président de la Fédération togolaise de football (FTF). L'Étoile filante et Doumbé joueront en deuxième division la saison prochaine.

Luc Biova

Sun King électrifie le Togo**Une révolution solaire en marche avec deux innovants générateurs solaires**

Dans un pays où le soleil est une promesse quotidienne, le Togo voit cette lumière naturelle se transformer, en énergie propre et accessible. Avec l'acquisition de Soleva, la société Sun King leader mondial de l'énergie solaire hors réseau s'ancre incontestablement dans le paysage énergétique togolais. Ce jeudi 12 juin à Lomé, Sun King a ainsi lancé officiellement le déploiement de ses générateurs solaires.

de présentation des générateurs Sun King. Ils ont pu saisir du doigt la belle innovation derrière les produits Sun King. Sur le terrain, les chiffres parlent : 18 agences déjà opérationnelles, plus de 150000 kits solaires déployés, près d'un million

Réputé être l'un des marchés Sun King à la croissance la plus rapide du continent africain, Sun King Togo, c'est plus de 1000 emplois créés sur le territoire national. Une dynamique impressionnante que confirme le directeur

faire confiance ? Les produits que nous vendons sont certifiés avec une technologie prouvée. »

d'anciens clients, joue un rôle essentiel dans l'éducation, la vente et l'entretien des produits.



Conférence de presse de Sun King, ce 12 juin à Lomé



Cérémonie de présentation des générateurs



Le secret réside dans une approche inclusive et flexible. Grâce au modèle EasyBuy, les clients peuvent acquérir leurs équipements solaires et payer en petites mensualités. Ces facilités permettent aujourd'hui aux ménages modestes d'accéder à des solutions innovantes comme le Home 200X, le PowerPlay Pro, capable de fournir 1000 Wp ou encore le PowerHub, capables d'alimenter des téléviseurs, réfrigérateurs, ventilateurs, et même des écoles ou centres de santé. Sun King n'électrifie pas seulement les maisons, il illumine aussi des destins. Son réseau de 26 500 agents d'énergie, souvent

Ce modèle circulaire renforce l'autonomie locale et stimule les économies rurales.

Avec un apport incontesté dans la concrétisation du projet Cizo, Sun King fait montre de sa volonté d'accompagner l'Etat togolais dans sa dynamique de transition énergétique.

Ainsi, « le Togo montre l'exemple », affirment les premiers responsables de Sun King. En misant sur le solaire, le pays donne une leçon d'anticipation, de souveraineté énergétique et de développement durable.

Edy Alley

Acteurs gouvernementaux et du secteur privé ont participé à cette cérémonie

de vies impactées et plus de 30 millions de dollars de crédits accordés aux populations togolaises.

commercial, Aristide Azumah : « Après deux ans, Sun King est leader au Togo. Pourquoi nous

BAC | 2025**La plupart des séries dépassent 50% de taux de réussite**

Vendredi dernier, le baccalauréat première partie (BAC I), session de mai 2025, a livré son verdict au Togo. Que peut-on retenir des résultats rendus publics par les autorités éducatives ?

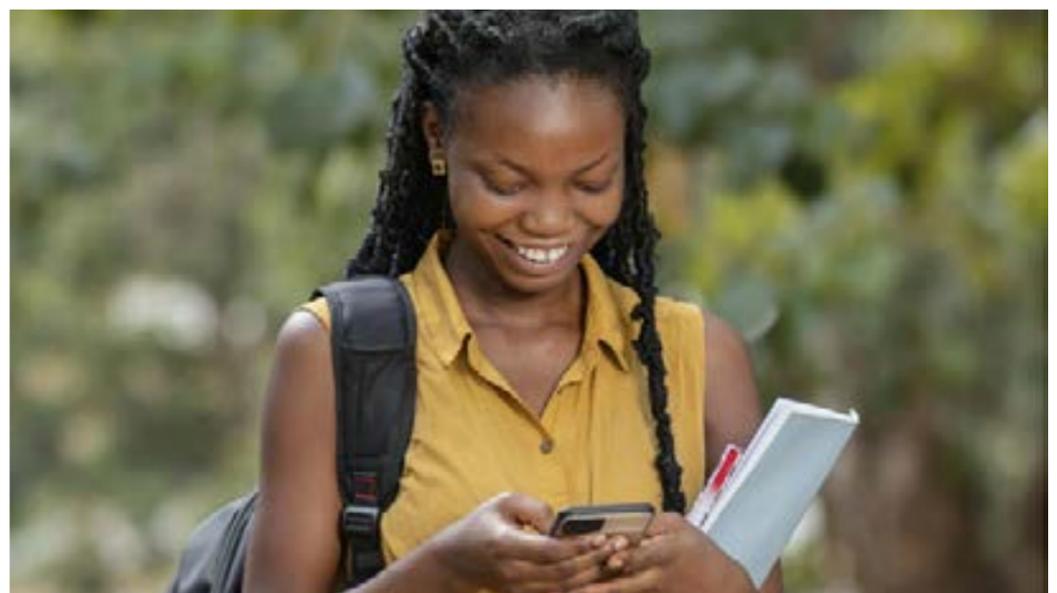
Au niveau de l'enseignement général, le taux de réussite toutes séries confondues est de 60,49%. Au niveau de la série A4, l'on a obtenu 55,78%. La série C4 obtient un taux de réussite de 98,51%. La série D a pour sa part obtenu 66,22%.

Qu'en est-il des résultats au niveau du ministère de l'Enseignement

technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage ? Le taux de réussite global pour ce secteur est de 60,11%.

Le taux de réussite par série se présente comme suit : série E (77,42%) ; série F1 (38,39%) ; série F2 (68,92%) ; série F3 (40,61%) ; série F4 (23,64%) ; série Ti/1 (97,14%) ; série G1 (73,25%) ; série G2 (64,58%) ; série G3 (62,75%).

La rédaction



Cette élève consulte ses résultats en ligne (Image d'archives)



CORIS MONEY
Simple et cool !



RÈGLE TES FACTURES

D'EAU & D'ÉLECTRICITÉ

via

Coris Money

www.corismoney.com

Supportez votre production via



SIMPLE & COOL

par

